

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 30/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REMONDIS SUD France

6 rue du 11 mai 1967
60110 Méru

Références : UD34/H2/LB/2024_088
Code AIOT : 0018300615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement REMONDIS SUD France implanté ZAC de l'Embosque 34770 Gigan. L'inspection a été annoncée le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS SUD France
- ZAC de l'Embosque 34770 Gigan
- Code AIOT : 0018300615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société REMONDIS exploite une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	AP Complémentaire du 28/07/2014, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	MOYEN D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	AP Complémentaire du 28/07/2014, article 7.4.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	NATURE DES INSTALLATIONS	AP Complémentaire du 28/07/2014, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	LUTTE INCENDIE	AP Complémentaire du 28/07/2014, article 7.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site a permis de constater la mise en place d'actions correctives permettant de lever les non-conformités relevées lors de la précédente inspection et a mis en évidence des écarts de conformité et des modifications des conditions d'exploitation au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/07/2014, pour lesquels des justificatifs doivent être apportés dans un délai de six mois au moyen d'un dossier de porter à connaissance intégrant :

- la régularisation des évolutions des capacités de stockage des déchets de la situation administrative du site,
- la description de l'activité de batteries lithium issue des véhicules électriques, portant sur les conditions de stockage, l'étanchéité, la mise en sécurité du site et l'actualisation de l'étude de danger en conséquence

Il a également été constaté l'absence de marquage au sol à l'intérieur du bâtiment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Point sur la nature des installations

Prescription contrôlée :

Nature des installations :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique : 2718-1

- Déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) : 3 tonnes
- Batterie et piles : 60 tonnes
- Emballage souillés : 15 tonnes
- Acides/bases et PCL : 6 tonnes
- Huiles : 50 tonnes
- Filtres à huiles : 25 tonnes
- Aérosols et gaz : 4 tonnes
- Phytosanitaires : 1 tonne
- Solvants : 5 tonnes
- Déchets de peinture et encre : 15 tonnes
- Hydrocarbures : 10 tonnes
- Solide divers : 25 tonnes
- Liquide divers : 40 tonnes
- Total : **258 tonnes**

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que les capacités prévues initialement par catégorie de déchets issues de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2014 ont évolué au sein de son installation. Il précise que les modifications ne dépassent pas la capacité totale prévue initialement, soit 258 tonnes autorisées.

L'exploitant détaille à l'inspection, les évolutions par catégorie de déchets ci-après, :

- Déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) : de 3 tonnes à **1 tonne**
- Batterie et piles : de 60 tonnes à **15 tonnes**
- Emballages souillés : de 15 tonnes à **20 tonnes**
- Acides/bases et PCL : de 6 tonnes à **5 tonnes**
- Huiles : de 50 tonnes à **30 tonnes**
- Filtres à huiles : de 25 tonnes à **10 tonnes**
- Aérosols et gaz : de 4 tonnes à **45 tonnes**
- Phytosanitaires : de 1 tonne - **Pas de modification**
- Solvants : de 5 tonnes à **25 tonnes**
- Déchets de peinture et encre : de 15 tonnes à **16 tonnes**
- Hydrocarbures : de 10 tonnes à **5 tonnes**
- Solide divers : de 25 tonnes à **25 tonnes**
- Liquide divers : de 40 tonnes à **60 tonnes**

Soit un total de 258 tonnes

Par ailleurs, l'exploitant informe l'inspection de la mise en place depuis 18 mois de la réception de batteries lithium issues des véhicules électriques. Il indique à l'inspection que ces batteries sont entreposées, pour une durée limitée (moins de 24 heures en moyenne et 48 heures maximum jours ouvrables), dans des conteneurs étanches et implantés à l'extérieur du bâtiment.

Par sondage, l'inspection relève la présence de 3 conteneurs pour l'entreposage de batteries

<p>lithium, installés le long du mur de clôture côté gauche du site. L'exploitant précise qu'ils sont vides.</p> <p>L'exploitant ouvre un conteneur, vide, afin de montrer à l'inspection le volet sécuritaire des conditions de stockage pour les batteries lithium précitées.</p> <p>Pour ce qui concerne le stockage des aérosols, l'inspection préconise à l'exploitant la mise en place d'un espace de stockage fermé et grillagé afin d'éviter le risque d'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection informe l'exploitant que ce dernier devra déposer un dossier de porter à connaissance (PAC) dans lequel il y fera figurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les évolutions opérées par catégorie de déchets indiquées dans le paragraphe du constat précité, - détailler la mise en place de l'activité de batteries lithium issue des véhicules électriques, portant sur les conditions de stockage, l'étanchéité, la mise en sécurité du site et <u>l'actualisation de l'étude de danger</u> en conséquence <p>L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de 6 mois de mettre en place pour les aérosols, un espace de stockage fermé et grillagé afin d'éviter le risque d'explosion.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : LUTTE INCENDIE

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2014, article 7.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions générales : "Un exercice annuel portant sur la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est réalisé en collaboration avec les services d'incendie et de secours".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection qu'il fait procéder annuellement, au sein de son site, un exercice portant sur la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en collaboration avec le SDIS 34. Il précise qu'un exercice s'est déroulé au sein du site le 3 juin 2024, accompagné du SDIS 34 sur le thème des risques chimiques.</p> <p>Il porte à la connaissance de l'inspection le compte-rendu de cet exercice.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : MOYEN D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2014, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : "L'installation est équipée de moyens d'intervention appropriés aux risques notamment : [...] - de plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local."
Constats : Le plan de positionnement des moyens de lutte contre l'incendie affiché à l'entrée du hall dédié au stockage et au transit de déchets comporte la description des dangers. Par ailleurs, l'inspection relève au droit de ce même hall d'entrée, la présence de 3 extincteurs. L'inspection constate que ces 3 extincteurs font l'objet d'une vérification périodique au mois de novembre de chaque année. La dernière vérification a eu lieu en novembre 2023. Par sondage, à l'intérieur de l'aire de stockage du bâtiment, l'inspection relève l'absence de marquage au sol visible et indélébile permettant de distinguer les zones de stockage et de tri/regroupement et l'aire de réception conformément à l'article 5.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/07/2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en œuvre sous un délai de 3 mois à l'intérieur de l'aire de stockage du bâtiment, un marquage au sol visible et indélébile permettant de distinguer les zones de stockage et de tri/regroupement et l'aire de réception conformément à l'article 5.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/07/2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : NATURE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de stockage
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : Capacité de stockage : <ul style="list-style-type: none"> • Déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) : 3 tonnes • Batterie et piles : 60 tonnes • Emballage souillés : 15 tonnes • Acides/bases et PCL : 6 tonnes • Huiles : 50 tonnes • Filtres à huiles : 25 tonnes • Aérosols et gaz : 4 tonnes • Phytosanitaires : 1 tonne

- Solvants : 5 tonnes
- Déchets de peinture et encre : 15 tonnes
- Hydrocarbures : 10 tonnes
- Solide divers : 25 tonnes
- Liquide divers : 40 tonnes
- Total : **258 tonnes**

Constats :

L'inspection demande à l'exploitant de sortir un état des stocks à l'instant T.

Sur le document fourni par l'exploitant, l'inspection constate que sur les déchets de type solvants, le tonnage kg est de 24300 au 31/08/24 et de 24549 au 10/09/2024, alors que la capacité maximale définie dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/07/2014 est de 5 tonnes, soit 5000 kg.

L'exploitant explique à l'inspection que la quantité de stockage de solvant correspond à l'évolution des capacités de stockage des déchets souhaitée par ce dernier et décrites au point n°1 du présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de régulariser les capacités de stockage des déchets de la situation administrative de son installation.

Pour ce faire, un dossier de porter à connaissance (PAC) devra être transmis à l'inspection des installations classées en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois